

qui, chaque fois, les ont attaqués (1948 et 1973) ou bien forcés de recourir à une intervention préventive pour désamorcer de graves menaces (1956 et 1967). Il est maintenant évident, après l'attaque et les percées du 6 octobre 1973, qu'un tel coup porté à Israël à l'intérieur des lignes de l'armistice de 1949 ne manquerait pas d'être fatal à son existence. Dans chacune de ces quatre guerres, que les Israéliens jugeaient défensives, les Arabes ont perdu du territoire qu'ils ont ensuite essayé de récupérer par intervention politique, mais sans reconnaître Israël ou envisager aucun accord.

Au lieu de négocier un traité de paix, comme le font habituellement les nations après une guerre, les Arabes se sont contentés du statu quo jusqu'à ce qu'il leur soit possible de poursuivre à nouveau leurs objectifs par les armes. La Déclaration de Khartoum de 1967 souligne nettement cette attitude: pas de reconnaissance, pas de négociation, pas de paix. C'est ainsi que les frontières d'Israël n'ont jamais été sanctionnées et que les Arabes sont restés sur un pied de guerre, guettant la possibilité d'une nouvelle offensive au moment et à l'endroit de leur choix, et obligeant les Israéliens à maintenir une stratégie préventive jusqu'à la fin de 1967. Recourant aux pressions politiques lorsque le succès militaire leur échappait, les Arabes se sont payé le luxe de guerres aux risques limités et sans avoir à subir les conséquences de leurs actes.

Question fondamentale

Maintenant qu'un des deux objectifs avoués des Arabes en 1974 est de revenir aux frontières du 4 juin 1967, on ne saurait blâmer les Israéliens de demander pour quelle raison ils se sont refusés à reconnaître définitivement leurs frontières entre 1949 et 1967. Quel grief les Arabes avaient-ils contre Israël pendant ces 18 années, outre le simple fait de son existence? Il est vrai que le problème s'est compliqué depuis 1967 du fait des territoires occupés, mais la plupart des Israéliens sont convaincus que c'est le grief initial qui domine toujours.

Durant la période 1967-1973, les Israéliens étaient convaincus de leur supériorité militaire et heureux de la sécurité que leur procuraient les territoires occupés. Comme la plupart des nations victorieuses du passé, ils s'attendaient à ce que les vaincus se plient aux conditions qu'ils leur imposeraient. Ce point de vue s'accordait d'ailleurs avec le sens de la résolution no 242 du Conseil de sécurité sommant Israël de se retirer, sans exiger expressément son retrait total. En outre,

ce retrait devait aller de pair avec une entente générale sur la sécurité et l'intégrité territoriale, la fin de l'état de guerre, la liberté de navigation dans les eaux internationales et la solution du problème des réfugiés. Vu qu'un tel ensemble de négociations offrait la perspective d'une sorte de paix, le gouvernement d'Israël aurait pu accepter les risques d'un retrait israélien. Mais les Arabes s'en sont tenus à exiger seulement le retrait, et un retrait total, laissant de côté le reste des négociations.

Cet état de choses inclinait les Israéliens à résister aux pressions exercées en faveur d'un arrangement sans rapport avec leurs besoins. Dotés de forces militaires supérieures et d'armes américaines, ils pensaient pouvoir tenir indéfiniment. Pourtant, un débat passionné divisait Israël sur l'avantage de garder les nouveaux territoires.

Le cessez-le-feu de 1970

En 1969, l'Égypte entreprit une nouvelle intervention armée sous la forme d'une guerre d'usure le long du canal de Suez, qui se termina par le cessez-le-feu d'avril 1970. Les Russes et les Égyptiens installèrent aussitôt des missiles près du canal de Suez, violant ostensiblement les termes de l'accord qui venait d'être conclu. Les États-Unis et le reste de la communauté internationale ne réagirent aucunement à cette provocation, apathie qui allait entraîner de lourdes pertes du côté israélien au cours de l'attaque égyptienne de 1973.

L'attitude du reste du monde en 1970 confirma la méfiance d'Israël à l'égard des promesses, des interventions et des garanties internationales. En 1957, Israël s'était retiré du Sinaï en cédant à la pression plutôt brusque des Américains, mais avec l'assurance que l'armée égyptienne ne reviendrait pas dans la zone de Gaza et que le détroit de Tiran resterait ouvert. N'empêche que les Égyptiens ne tardèrent pas à réoccuper Gaza et que, dix ans plus tard, ils bloquaient le détroit. Vu qu'en ces deux occasions les nations du monde n'avaient pas fait respecter l'accord, Israël se voyait forcé de conclure que les garanties internationales avaient une valeur minime au Moyen-Orient.

Cette conviction fut renforcée par l'attitude générale de tolérance manifestée à l'égard de la piraterie aérienne et du terrorisme exercés par des groupes de guérilleros palestiniens ou leurs alliés. La destruction de l'avion suisse, le massacre de Lod, le grave attentat des Jeux Olympiques de Munich, les assassinats de Khartoum, tous ces crimes sont restés impunis à moins que leurs auteurs ne soient tombés